

Législatives : la saison des «confessions» et des balivernes

Un député sortant qui aurait choisi, librement, de ne plus se représenter pour un nouveau mandat cela existe-t-il réellement ? En tout cas, le fait est vraiment rarissime au point où l'incrédulité l'emporte sur la véracité d'une pareille renonciation dictée souvent par d'autres considérations.

Il est vrai que ce genre de postures prête au doute notamment lorsqu'elles viennent à être rendues publiques comme cela est le cas du prochain ex-député de Mila⁽¹⁾. C'est par conséquent la singularité de la démarche qui lui donne de multiples sens pour peu qu'ils soient replacés dans leur contexte politique. Il y a d'abord le premier degré strictement humain qui explique tout retrait par le poids moral de la responsabilité. Ensuite, il se trouve que lorsqu'un parlementaire met en avant sa renonciation définitive, il fait en vérité acte de «dénouciation». C'est ainsi que tous les «pourquoi je...», qui se déclinent comme d'imparables justifications, devraient d'abord se jauger à leur dose de ressentiment de carriéristes avant de leur concéder tout de même quelques remords consécutifs à leurs propres écarts déontologiques. Vaincus par plus rusés qu'eux, ils justifieraient alors leur disqualification politique par des ersatz de morale patriotique, d'éthique de l'Etat et de respect à la parole donnée à... leurs «électeurs» ! Sauf qu'à force d'y aller de leur haro sur la sujétion d'un Parlement après y avoir siégé pendant 5 années, cela n'autoriserait-il pas une certaine circonspection quant à la sincérité de leurs aveux ? Ah ! La belle colère de ce député de Chelghoum Laïd qui ne s'adonne au «devoir de vérité envers ses conci-

toyens» que lorsque la table est dressée. Lui qui s'est superbement tu, une mandature durant, au cours de laquelle il s'était seulement agité à partir de son strapontin au moment où des lois scélérates passaient au vote, est-il encore crédible à présent auprès des électeurs de son village ? C'est que ces derniers ne sont plus dupes des rendez-vous austères auxquels ils sont convoqués pour élire des représentants. Alors que le député ne tarit pas de critiques sur la nature irrespectueuse de tous les votes, l'électeur n'en pense pas moins en le faisant savoir par l'abstention. Cette traduction du refus qui est avant tout celui de la démythification de toute la classe politique. Il est vrai que pour l'obscur électeur, cette dernière s'est longtemps apparentée à l'aristocratie du savoir à laquelle n'étaient éligibles que les vertueux sages et les indispensables compétences. Cet olympisme de la grande science politique qu'il croyait indissociable de l'art de gouverner avait constamment nourri sa crédulité au point de ne jamais mettre en doute la promesse des élus. En bonne conscience et durant des années, il estimait que ceux-là illustraient parfaitement la méritocratie.

De cette naïveté, héritage du vieux fonds patriotique, il a justement conservé l'habitude, ou plutôt le réflexe de voter en toutes circonstances. Un acte qu'il accomplissait non pas par civisme mais pour satisfaire la «précaution», disait-il, de voir sa carte d'électeur estampillée. Sans chercher à savoir ce qu'il ferait de son «choix», il avait fini par représenter une «voix» sans choix. Electeur sans attache partisane et sans passion excessive pour la politique en général, il avait

délégué en toute confiance son avenir et celui de sa progéniture ne sachant pas que cela allait finir très mal dès l'instant où les institutions de l'Etat devenaient des exutoires d'un régime réellement autiste. C'est d'ailleurs à la marge des agitations politiques qu'il refit son initiation de citoyen en découvrant les dessous des cartes qui se jouent lors de tous les scrutins. De saison en saison, la succession des élections lui décilla les yeux sur l'immense imposture que représentaient les urnes algériennes. Dès 1997, il apprit, par les journaux entre autres, qu'il avait voté dans son douar pour un député dont il ignorait parfaitement le nom ! Depuis, le même scénario ressortait à chaque échéance ce qui a fini par rendre interchangeables les circonscriptions au bénéfice des «candidats». Ainsi naquit le Parlement des anonymes, grâce aux parachutages systématiques. Ceux qui disqualifieront, d'ailleurs, pour de longues périodes tous les votes et contribueront surtout à donner une autre signification à l'abstention chronique qui les caractérise. Alors qu'en bonne démocratie, celle-ci constitue un indicateur interprétable sereinement comme l'expression, soit d'une indécision parmi les options proposées, soit d'une insatisfaction dans le procédé binaire (oui et non) lors des référendums, chez nous elle est synonyme de dissidence civique. C'est que cycliquement le taux réel de la participation n'a eu de cesse de baisser. L'on peut se demander par ailleurs, ce qui a réellement changé en 3 législatures (2002, 2007 et 2012) si ce n'est quelques réaménagements techniques alors que l'éternel bavardage sur la transparence souligne en creux qu'au paravant l'on a été opaque !

En effet, quand des caciques se mettent à prêcher pour la nouvelle «religion» des urnes, n'est-il pas pertinent de leur demander pourquoi l'électeur doit se convertir au nouveau dogme dont les auteurs sont justement illégitimes ? Telle est l'actuelle quadrature du cercle dans laquelle s'est enfoncé le régime. Contraint d'admettre que le corps électoral n'est plus manipulable comme par le passé, ne lui reste-t-il pas justement que l'incanta-



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

tion pour appeler aux urnes ? De fait, il faut s'attendre à ce que le credo du «scrutin pour le changement» soit réactualisé. Or, ce dernier avait déjà été démenti en 2014. L'argument d'une autre politique avait fait long feu à la suite de la surréaliste reconduction d'un Président impotent. Car, face à un pouvoir dont le centre de décision est aléatoire et dans un pays que l'on abîme un peu plus chaque jour, la quête d'un vote massif servirait uniquement d'appel d'air à une présidence en difficulté avec sa propre image.

En clair, la notion d'abstention n'est plus connotée par l'image d'Epinal du pêcheur d'eau douce du week-end. Elle traduit une défiance sociale. Le divorce d'une communauté nationale à l'encontre de ses dirigeants dont il faudra tirer la conséquence. A hauteur d'homme, c'est également le cas de l'obscur député de Mila «torturé» par ses promesses non tenues alors qu'il n'ignorait guère que son élection en 2012 avait peu à voir avec sa prétendue notoriété. Comme quoi, même au crépuscule d'une carrière politique, il est encore possible de frimer.

B. H.

(1) Lire le Soir d'Algérie du 8 mars (p. 8) : «Les confessions du député Habib Zeghad».

CONDOLÉANCES

C'est avec une profonde tristesse que la direction et l'ensemble de l'équipe du Soir d'Algérie ont appris le décès de la sœur du colonel Mustapha Al Habiri, directeur général de la protection civile.

En cette pénible circonstance, ils lui présentent ainsi qu'à sa famille leurs sincères condoléances et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie. Que Dieu accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus



Nous avons déjà les fermetures Éclair !

Algérie ! Drame de la solitude. Une...

... banane retrouvée morte, seule, au fond d'un carton !

Ça se confirme ! De plus en plus d'indices, voire de preuves s'accumulent sur la table pour orienter les enquêteurs vers cette piste. Dernier élément en date, on a appris que le livre scandale *Si Bouaziz Bengana, dernier roi des Ziban*, aurait été introduit en Algérie par la filiale «Cabas». Déjà, avec la récente pénurie de médicaments, des pharmaciens, face à la détresse des patients et celle de leurs tiroirs-caisses, proposaient des médocs D.E.C, Dial El Cabas, ! Et puis n'oublions surtout pas le dernier rapport d'experts américains qui s'inquiète avec un accent texan à couper au couteau de la place prise par l'informel – donc le cabas – dans l'économie algérienne. Par ailleurs, depuis que cet autre scandale a éclaté chez nous, celui de la Ch'kara pour l'achat des mandatures à l'APN, le cabas, jugé plus discret, avait petit à petit remplacé le sac noir. Et je n'énumère pas ici toute l'étendue des dégâts du cabas sur notre économie. Il me semble alors clair que le gouvernement et l'Etat dans toute sa fermeté reconnue et avérée doivent déclarer la guerre au cabas. Aux cabas ! Sans distinction. Une guerre totale. Mais qui dit guerre ne doit pas nécessairement penser de manière

brutale. Non ! Nous pouvons imaginer une guerre intelligente contre le cabas. Comme par exemple de lancer une production MIB du cabas. Oui ! Absolument ! Des cabas Made-In-Bladi. Il y a encore suffisamment d'espaces constructibles, à vocation «Bessif» industrielle dans des régions comme Tiarét ou Relizane pour oser la mise en place d'unités de montage de cabas. Bien sûr, si le process Cabas MIB est conclu avec des partenaires étrangers, il faudra batailler ferme sur les questions de transfert de technologie et d'intégration. Il existe déjà chez nous des équipementiers, des sous-traitants capables de prendre en charge fort convenablement des segments entiers, comme les poignets des cabas, ou encore la fermeture Éclair ! L'avantage avec un cabas monté chez nous est évident : le cabas local permet de mieux repérer les cabas étrangers, d'isoler les cabas intrus, entrés chez nous sournoisement. Car dans cette guerre aux cabas, un élément fondamental en déterminera l'issue : LA TRAÇABILITÉ ! Et si, par malheur, toute cette dynamique MIB n'arrivait pas à éradiquer le fléau du cabas de l'import-import, nous serions alors dans l'obligation de passer à l'autre phase. Celle de la construction de chambres froides à cabas ! Eh ouais ! Y en a là-dedans ! Suffit juste de gamberger. Tout en fumant du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.